



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la région Bretagne

ACCORD CADRE DE PRESTATIONS D'ASSISTANCE GÉNÉRALE A
CARACTÈRE ADMINISTRATIF, FINANCIER ET TECHNIQUE
DITE « CONDUITE D'OPÉRATIONS »
AUX DIFFÉRENTS STADES DE PETITES OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES
(≤ à 2 millions d'euros HT)

AU PROFIT DES SERVICES ET DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS
PUBLICS
DE L'ÉTAT DANS LA BRETAGNE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Numéro de consultation : PFRA_BZH_2026_COP

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert



Plateforme Régionale
des Achats de l'État
BRETAGNE

Table des matières

Article 1 - Définitions.....	3
Article 2 - PREAMBULE - CONTEXTE.....	4
Article 3 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
Article 4 - BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE.....	5
Article 5 - OBJET DE L'ACCORD CADRE - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	8
Article 7 - DUREE de l'Accord-cadre.....	9
Article 8 - INTERVENANTS.....	9
Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
Article 10 - REGIME FINANCIER.....	30
Article 11 - SOUS-TRAITANCE.....	33
Article 12 - PRIMES ET PENALITES.....	33
Article 13 - GARANTIES.....	34
Article 14 - Obligation de conseil.....	36
Article 15 - Obligation d'information.....	36
Article 16 - RESILIATION de l'ACCORD-CADRE.....	36
Article 17 - DIFFERENDS ET LITIGES.....	37
Article 18 - Dérogations aux ccag pi.....	37
Article 19 - Annexes.....	37

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document

- « **Acheteur** » : La Plateforme régionale des achats de Bretagne (PFRA Bretagne) est l'acheteur. La PFRA Bretagne assure la préparation, la passation et la signature de l'accord-cadre leurs éventuels avenants. Chaque bénéficiaire est chargé, quant à lui, d'exécuter les bons de commande pour ce qui les concernent dans les conditions prévues par le présent CCAP (hors passation des avenants).
- « **Accord-cadre multi-attributaires** » (AC) : contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur (acheteur) et plusieurs opérateurs économiques (conducteurs d'opérations). L'accord-cadre donne lieu à des bons de commande.
- « **AMO** » : Assistance à maîtrise d'ouvrage (prestations intellectuelles avant travaux) : contrôle technique, coordonnateur SPS, diagnostiqueur avant travaux, commissionnement....
- « **Bénéficiaires** » : les services de l'Etat ainsi que les établissements publics membres du Groupement de commandes listés à l'annexe 1 du présent CCAP. Ils sont chargés en leur qualité d'ordonnateur de l'exécution des marchés subséquents et de l'émission des bons de commande. Les **bons de commande** exécutent l'accord-cadre ;
- « **Bon de commande initial** » : Il s'agit du 1er bon de commande passé par le maître de l'ouvrage pour une opération donnée, en application de l'accord-cadre. Un unique bon de commande est privilégié par opération. Cependant le maître de l'ouvrage peut passer en phase d'exécution des prestations un ou des nouveau(x) bon(s) de commande concernant des besoins additionnels
- **CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières.
- **CCTP** : Cahier des clauses techniques particulières.
- « **Conducteur d'opération** » : « Le Conducteur d'Opération (COp) apporte au maître de l'ouvrage une assistance générale à caractère administratif, financier et technique » (loi MOP codifiée dans le Livre IV du code de la commande publique). La mission de Conduite d'Opération est exclusive de toute mission de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique ou de travaux. Dans ce qui suit, le Conducteur d'opération est également désigné par « le Titulaire » ;
- « **CSPS** » : Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- « **Plateforme régionale des achats de Bretagne** » (PFRA Bretagne) : acheteur ou encore pouvoir adjudicateur (PA) qui passe et signe l'accord-cadre, ainsi que les éventuels avenants à l'accord-cadre. Il est le coordonnateur du groupement. L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations en lien avec les bénéficiaires. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre. L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire ;
- « **Groupement** » : groupement de commandes dont l'objet et la liste des membres (établissements publics) figure en annexe 1 du présent CCAP (auquel il faut ajouter les services de l'Etat) ;
- « **Loi MOP** » : Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, désormais codifiée dans le Livre IV du code de la commande publique ;
- « **Maître d'œuvre** » : « La mission de maîtrise d'œuvre est une mission globale qui doit permettre d'apporter une réponse architecturale, technique et économique au programme défini par le maître d'ouvrage pour la réalisation d'une opération » (Article L. 2431-1 du code de la commande publique) ;
- « **Maître de l'ouvrage** » : Le maître de l'ouvrage est la personne morale pour le compte de laquelle les travaux sont exécutés ;
- « **Marché de conception – réalisation** » : permet au maître d'ouvrage de confier simultanément la conception (études) et la réalisation (exécution des travaux) d'un ouvrage à un groupement d'opérateurs

économiques ou un seul opérateur, selon les articles L2171-2 et suivants du code de la commande publique.

« **Marché global de performance - MGP** » : associe l'exploitation ou la maintenance à la réalisation ou à la conception-réalisation de prestations afin de remplir des objectifs chiffrés de performance suivant les articles L2171-1 et suivants.

- « **OPC** » : Mission d'ordonnancement-pilotage-coordination ;

- « **Opération** » : Opération immobilière de travaux faisant intervenir successivement des phases de conception, d'études, de préparation, de réalisation et d'achèvement des travaux. Une opération est individuelle et clairement délimitée sur un ou plusieurs sites relevant d'un bénéficiaire ;

- « **Ordonnateur** » : le bénéficiaire, en tant qu'ordonnateur, est seul habilité à apprécier l'opportunité d'une dépense et à émettre les bons de commande émet les bons de commande pour l'exécution de l'accord-cadre (lot 1) ;

- « **L'Ordre de service** » est la décision du maître de l'ouvrage qui :
précise notamment les modalités d'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ;
le cas échéant, notifie la réception des prestations du titulaire (ou toute voie écrite permettant d'attester réception à date certaine).

- La « **Réception** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le maître de l'ouvrage reconnaît la conformité des prestations du titulaire aux stipulations de l'accord-cadre. La décision de réception vaut attestation de service fait. Elle est notifiée au titulaire par voie écrite avec AR (éventuellement par ordre de service) ;

« **Services de l'État** » : ils comprennent l'ensemble des services situés en région Bretagne ;

- « **Titulaires de l'accord-cadre** » : ce sont les opérateurs économiques (« conducteurs d'opération ») qui ont conclu l'accord-cadre avec la PFRA Bretagne ;

ARTICLE 2 - PREAMBULE - CONTEXTE

Les prestations peuvent concerner des travaux de construction neuve comme de réhabilitation dans les domaines suivants (liste non exhaustive) :

- logement et hébergement ;
- tertiaire / commercial ;
- santé ;
- restauration ;
- stockage / archive ;
- laboratoire ; enseignement-recherche,
- socioculturel,
- équipements sportifs et de loisirs,
- production et stockage

• Montant prévisionnel des travaux par opération

Les opérations n'étant pas connues à ce jour, l'enveloppe financière prévisionnelle de chaque opération sera précisée lors de la demande par les services d'un devis au titulaire. Elle sera toutefois toujours inférieure ou égale à 2 millions d'euros hors taxe.

L'élaboration du programme et la fixation de l'enveloppe financière prévisionnelle peuvent se poursuivre pendant les études d'avant-projet pour :

1° Les opérations de réhabilitation ;

2° Les opérations de construction neuve portant sur des ouvrages complexes, sous réserve que le maître d'ouvrage l'ait précisé dans les documents de la consultation du marché public de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 3 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

Le périmètre de l'accord-cadre comprend les sites des services de l'Etat et de certains établissements publics de l'Etat en région Bretagne.

L'accord-cadre ne concerne que les opérations d'un montant inférieur ou égal à 2 millions d'euros HT maximums.

ARTICLE 4 - BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE

Les services de l'État ainsi que les établissements publics, listés dans l'annexe 1 « Liste des bénéficiaires » sont désignés dans le présent document comme « bénéficiaires ».

Une convention constitutive de groupement de commandes permanent a été conclue conformément à l'article L. 2113-7 du code de la commande publique, entre la DAE et les établissements publics de l'État listés.

ARTICLE 5 - OBJET DE L'ACCORD CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

5.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord cadre a pour objet la réalisation de missions d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique dite « conduite d'opérations » aux différents stades d'une opération immobilière, du programme au parfait achèvement des travaux pour le compte des services de l'État et des établissements publics en région Bretagne. Ces opérations concernent des travaux de construction neuve comme de réhabilitation dans les domaines suivants (liste non exhaustive) :

- logement et hébergement ;
- tertiaire / commercial ;
- santé ;
- restauration ;
- stockage / archive ;
- laboratoire ; enseignement-recherche,
- socioculturel,
- équipements sportifs et de loisirs,
- production et stockage

Il concerne des prestations intellectuelles (prestations de Services) sur la conduite de " petites " opérations dont le montant prévisionnel unitaire est inférieur à deux (2) millions d'euros hors taxes

La description des prestations et des livrables sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) suivant l'ordre séquentiel des différentes phases d'une opération de travaux (du programme, au parfaitement achèvement des travaux, avec la mise en œuvre éventuelle des garanties).

5.2 Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert , conformément aux dispositions des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du CCP.

5.3 Allotissement et montant

La présente consultation n'est pas allotie. Les opérateurs pouvant répondre ayant un périmètre d'intervention régional et/ou national.
Un allotissement technique n'est pas non plus opérant dans ce segment d'achat.

Pour la détermination du montant estimatif d'un projet qui permet son rattachement à cet accord-cadre, le maître de l'ouvrage prend en compte la somme des coûts prévisionnels des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, missions de maître d'œuvre et travaux de bâtiment correspondant aux besoins du maître de l'ouvrage.

Ainsi doivent entrer dans le calcul du montant prévisionnel de l'opération les postes de coûts suivants (dans la mesure où ces prestations sont effectivement nécessaires) :

- Coûts prévisionnels de la mission de conduite d'opérations,
- Coûts prévisionnels des prestations intellectuelles avant travaux (missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage),
- Coûts prévisionnels de la mission de maîtrise d'œuvre,
- Coûts prévisionnels liés à l'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC),
- Coûts prévisionnels liés aux travaux, y compris la mise en œuvre des garanties de parfait achèvement.

Seul le montant estimatif initial tel qu'apprécié par le maître de l'ouvrage est pris en compte pour la détermination du rattachement à cet accord-cadre.

Une mauvaise estimation, dès lors qu'elle n'est pas, d'une part, manifeste et, d'autre part, intentionnelle ou résultant d'une grave négligence, ne remet pas en cause le choix du rattachement concerné opéré initialement par le maître de l'ouvrage.

Les éventuelles augmentations ou diminutions du montant des travaux en cours d'exécution (par avenant, révision ou actualisation de prix, ...) ne sont pas pris en compte et ne sauraient en aucun cas remettre en cause ce choix.

Les titulaires du présent accord-cadre ne sauraient dès lors se prévaloir d'aucun préjudice ni former aucune demande indemnitaire pour ce motif.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum, et avec un montant maximum de **250 000 € HT** pour la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises.

5.4 Forme et étendue du marché

L'accord-cadre est multi-attributaires et à bons de commandes.

- Le(s) bon(s) de commandes est (sont) passés par le bénéficiaire en fonction du degré d'avancement de l'opération considérée.

- Le bon de commande du maître d'ouvrage lui permet de recourir aux unités d'œuvre de conduite d'opération dont il a besoin à un même titulaire (voir description des phases faisant l'objet d'unités d'œuvre distinctes dans le CCTP : phase programme, phase sélection du maître d'œuvre, phase études, phase travaux, phase achèvement de l'opération) ;

- Dans toute la mesure du possible, le maître de l'ouvrage passe un unique bon de commande pour l'ensemble des prestations de conduite d'opération dont il a besoin pour une opération immobilière donnée. Le maître de l'ouvrage décrit le calendrier prévisionnel de l'opération en annexe du bon de commande. En phase d'exécution, dans le cadre de cette opération immobilière, il a également la possibilité de passer un ou des bon(s) de commande pour mettre en œuvre des prestations additionnelles, mais pour autant la solution d'un bon de commande unique concernant une opération immobilière donnée constitue la solution à privilégier. L'annulation de la commande d'une unité d'œuvre (qui doit constituer l'exception et non la règle) est faite par ordre de service ;

- Le bon de commande est établi après entente avec le conducteur d'opération envisagé selon la méthode d'attribution définie ci-après, sur la base des éléments propres à l'opération.

Chaque bon de commande concerne une opération de travaux déterminée, caractérisée par (éléments apparaissant dans l'annexe au bon de commande initial adressé au titulaire) :

- a. Un calendrier prévisionnel

- b. un degré d'avancement initial au stade de la passation du bon de commande (ex : phase programme, phase sélection du maître d'œuvre, phase études, phase travaux, phase achèvement de l'opération).
 - c. Les sujétions particulières : les contraintes de phasage d'opération, les contraintes liées aux sites occupés, les conditions de réception des travaux suivant article 11.8.3 du présent CCAP
 - d. un montant estimé d'opération
 - e. Le coefficient de complexité est systématiquement égal à 1,0 ; quelle que soit l'opération.
 - f. Un coefficient de complexité de **1,15 est appliqué** sur les prix de ces annexes pour les opérations immobilières liées à des bâtiments classés aux monuments historiques.
- Les unités d'œuvre d'un bon de commande sont exécutées après réception par le titulaire d'un ordre de service. Ce dernier définit, après consultation du titulaire, notamment le contexte, la date précise de début des prestations, et le calendrier global de l'opération. Le 1er ordre de service de déclenchement des prestations, même s'il constitue un acte unilatéral du maître de l'ouvrage, fait l'objet d'une concertation préalable entre le maître de l'ouvrage et le titulaire. Les dates d'émission respectives des bons de commande et du 1er ordre de service peuvent être proches ou non, en fonction du contexte de l'opération, d'éléments exogènes à la mission de conduite d'opération : décision du maître de l'ouvrage, interactions entre les différents acteurs d'opération, notamment en phase travaux, aléas de chantier, intempéries... Il en est de même pour les ordres de service suivants adressés au titulaire par le maître de l'ouvrage.

Méthode d'attribution des commandes :

Avant l'émission du bon de commande, le bénéficiaire sollicite la PFRA Bretagne. La PFRA Bretagne oriente ce service vers les titulaires du marché.

Les 2 premières sollicitations de services seront orientées vers le titulaire dont l'offre a été classée première.

Les 2 sollicitations suivantes seront orientées vers le titulaire dont l'offre a été classée deuxième

Les 2 suivantes vers le titulaire dont l'offre a été classée troisième, et ainsi de suite.

Au regard des éléments qui lui sont communiqués par écrit par le bénéficiaire, le titulaire a la possibilité d'accepter ou de refuser une commande, s'il estime qu'il n'est pas en mesure de répondre aux besoins du maître de l'ouvrage compte tenu de sa charge de travail actuelle et/ou prévisionnelle. La réponse écrite du titulaire intervient sous 72 h à compter de la sollicitation de l'acheteur. Les échanges écrits font l'objet de simples courriels. La PFRA Bretagne en est informée pour solliciter le titulaire suivant.

Un seul conducteur d'opération peut intervenir sur une opération immobilière déterminée : il dispose d'une exclusivité après passation du 1^{er} bon de commande s'agissant de prestations complémentaires ultérieures (besoins additionnels) qui feront alors l'objet d'un nouveau bon de commande auprès du même conducteur d'opération.

L'accord-cadre est attribué à 4 attributaires maximum pour le lot 1.

Chaque bénéficiaire passe des bons de commande à l'accord-cadre comprenant ses différents besoins. Les prestations constituent pour les titulaires des obligations de résultat.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens qui lui permettent de réaliser les prestations conformément aux spécifications des cahiers des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

5.5 Lieu d'exécution

Les prestations objet du présent accord-cadre concernent des opérations immobilières relatives à des sites situés en région Bretagne.

5.6 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le pouvoir adjudicateur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

5.7 Clause de réexamen

En application de l'art.R. 2194-1 du code de la commande publique, un établissement public peut être ajouté à la liste des bénéficiaires du marché dans les mêmes conditions.

L'établissement public désirant figurer parmi la liste des bénéficiaires du marché, doit en faire la demande à l'acheteur par écrit, y compris par le biais d'un courrier électronique.

Après instruction de la demande avec le titulaire, la modification doit être validée par un avenant signé et notifié par l'acheteur.

Les avenants à l'accord-cadre sont conclus par la PFRA.

5.8 Prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé avec les titulaires de l'accord-cadre ou avec le titulaire du marché subséquent pour des prestations similaires à celles du marché initial.

Ce nouveau marché sera alors négocié directement par la PFRA avec les titulaires de l'accord-cadre ou par le service bénéficiaire avec le titulaire du marché subséquent

ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessous.

En cas de litige, seuls les exemplaires originaux conservés par l'Acheteur font foi.

L'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement de l'accord-cadre (AC) dûment complété, daté et signé électroniquement par une personne habilitée à engager le titulaire et son annexe :
 - Annexe financière de l'AC : le bordereau des prix unitaires (BPU) neuf et rénovation, comprenant les prix de rémunération du conducteur d'opération pour chaque unité d'œuvre, complété par le titulaire de l'accord-cadre :

Ces prix s'appliquent dans les bons de commande ;

Un coefficient de complexité de 1,15 est appliqué sur les prix de ces annexes pour les opérations immobilières liées à des bâtiments classés aux monuments historiques.

Le coefficient de complexité est systématiquement égal à 1,0 ; quelle que soit l'opération.
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes (liste des établissements publics adhérents et trame rapport clause insertion) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par arrêté le 30 mars 2021 ;

- Les éléments de l'offre : cadre de réponse technique complété des titulaires de l'accord-cadre.

ARTICLE 7 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification pour une période de douze (12) mois. Il est ensuite reconductible tacitement trois (3) fois pour des périodes d'un (1) an.

Bons de commande :

Les services bénéficiaires peuvent émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution pourra dépasser le terme de l'accord-cadre jusqu'à la réalisation complète de l'opération immobilière concernée par le bon de commande.

En l'absence de décision contraire de l'acheteur notifié par écrit au titulaire au moins trois (3) mois avant la fin de la période en cours, l'accord-cadre est reconduit tacitement pour une durée d'un an sans que sa durée totale ne puisse dépasser 4 ans. Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

La date anniversaire de l'accord-cadre est sa date de notification.

ARTICLE 8 - INTERVENANTS

8.1 Maître de l'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Etat, représenté par le service bénéficiaire concerné par l'opération immobilière.

A titre de rappel, le code de la commande publique prévoit les dispositions suivantes :

Article L2421-1

Les attributions du maître d'ouvrage qui, pour chaque opération envisagée, s'assure préalablement de sa faisabilité et de son opportunité, sont les suivantes :

- 1° La détermination de sa localisation ;
- 2° L'élaboration du programme défini à l'article L. 2421-2 ;
- 3° La fixation de l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- 4° Le financement de l'opération ;
- 5° Le choix du processus selon lequel l'ouvrage sera réalisé ;
- 6° La conclusion des marchés publics ayant pour objet les études et l'exécution des travaux de l'opération.

Article L2421-2

Le programme élaboré par le maître d'ouvrage comporte les éléments suivants relatifs à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage :

- 1° Les objectifs que l'opération doit permettre d'atteindre ;
- 2° Les besoins que l'opération doit satisfaire ;
- 3° Les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement.

Article L2421-3

Le maître d'ouvrage élabore le programme et fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération avant tout commencement des études d'avant-projet par le maître d'œuvre.

Il peut préciser le programme et l'enveloppe financière avant tout commencement des études de projet par le maître d'œuvre.

Article L2421-4

L'élaboration du programme et la fixation de l'enveloppe financière prévisionnelle peuvent se poursuivre pendant les études d'avant-projet pour :

- 1° Les opérations de réhabilitation ;
- 2° Les opérations de construction neuve portant sur des ouvrages complexes, sous réserve que le maître d'ouvrage l'ait précisé dans les documents de la consultation du marché public de maîtrise d'œuvre.

Article L2421-5

Les conséquences de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle sont prises en compte par une modification conventionnelle du marché public de maîtrise d'œuvre, conformément aux dispositions du chapitre IV du titre IX du livre Ier.

Article R2431-3

Le maître d'ouvrage détermine l'appartenance de l'ouvrage à l'une des catégories suivantes :

- 1° Opération de construction neuve de bâtiment ;
- 2° Opération de réhabilitation de bâtiment ;
- 3° Opération de construction neuve d'infrastructure ;
- 4° Opération de réhabilitation d'infrastructure.

Il peut, le cas échéant, scinder l'ouvrage en parties d'ouvrage relevant de l'une ou l'autre de ces catégories.

Le service en charge de l'opération est **défini au stade de l'émission du bon de commande**.

8.2 Maître d'œuvre

Lorsque cette mission de sélection du maître d'œuvre n'incombe pas au conducteur d'opérations, cas où cette phase de sélection est déjà accomplie, l'identité du titulaire du marché de maîtrise d'œuvre est précisée par le maître de l'ouvrage dans les pièces annexes au bon de commande .

Dans le cas contraire, le maître de l'ouvrage peut passer commande auprès du conducteur d'opérations pour sélectionner le maître d'œuvre (cf CCTP).

A titre de rappel, le code de la commande publique prévoit les dispositions suivantes :

Chapitre II : Marché public de maîtrise d'œuvre privée

Article L2432-1

Le marché public de maîtrise d'œuvre privée prévoit une rémunération forfaitaire du titulaire qui tient compte de l'étendue de la mission, de son degré de complexité et du coût prévisionnel des travaux.

Les modalités de fixation de la rémunération du maître d'œuvre ainsi que les conséquences de la méconnaissance par celui-ci des engagements souscrits sur un coût prévisionnel des travaux, en distinguant selon le maître d'ouvrage, la nature de l'opération et l'ouvrage concerné, sont précisées par voie réglementaire.

Article L2432-2

En cas de modification du programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage, le marché public de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'une modification conventionnelle conformément aux dispositions du chapitre IV du titre IX du livre Ier. Cette modification arrête le programme modifié et le coût prévisionnel des travaux, et adapte en conséquence la rémunération du maître d'œuvre et les modalités de son engagement sur ce coût prévisionnel.

Article R2431-1

La mission de maîtrise d'œuvre peut comprendre les éléments suivants :

- 1° Les études préliminaires ;
- 2° Les études de diagnostic ;
- 3° Les études d'esquisse ;
- 4° Les études d'avant-projet ;
- 5° Les études de projet ;
- 6° L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ;
- 7° Les études d'exécution ou l'examen de leur conformité au projet et le visa de celles qui ont été faites par les opérateurs économiques chargés des travaux ;
- 8° La direction de l'exécution des marchés de travaux ;
- 9° L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier ;
- 10° L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

8.3 Autres Intervenants

Le titulaire, peut suivant l'opération qui lui est confiée, être en rapport avec les acteurs suivants, titulaires individuellement d'un marché public de prestations intellectuelles ou de travaux (liste non exhaustive) :

- Economiste de la construction,
- Programmiste,
- Entreprise d'assistance à maîtrise d'ouvrage de commissionnement,
- Diagnostiqueurs avant travaux (études géotechniques, études de pollution de sol, repérage amiante, études diverses concernant la faune et la flore...),
- Contrôleur technique,
- Coordination sécurité et protection de la santé (CSPS),
- Ordonnancement-pilotage-coordination (OPC), lorsque distinct du marché public de maîtrise d'œuvre,
- Maître d'œuvre,
- Entreprises de travaux.

ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Représentation des parties

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître de l'ouvrage lors de la notification du bon de commande initial d'une opération immobilière donnée.

Le maître de l'ouvrage notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Les relations directes entre le titulaire et le représentant de la maîtrise d'ouvrage sont privilégiées.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux, des possibilités d'accès, des règlements propres à chaque administration, des règlements particuliers à chaque établissement et d'une manière générale de toutes particularités pouvant en quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution, la qualité ou le calendrier des prestations à réaliser.

Le représentant du maître de l'ouvrage met en œuvre tous les moyens nécessaires pour permettre au titulaire de réaliser une visite du site préalable à l'exécution de la prestation, le cas échéant. Cette visite est organisée en respectant les règles de prévention des risques pour la santé et la sécurité des personnes.

9.2 Représentation du titulaire

Pour chaque opération, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître de l'ouvrage, des autres entreprises d'assistance à maîtrise d'ouvrage, du maître d'œuvre et des entreprises de travaux, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Les personnels du titulaire – ou des sous-traitants – qui réalisent les prestations dues au titre du présent accord-cadre sont réputés qualifiés, compétents, formés selon les textes en vigueur, et les prescriptions stipulées dans les cahiers des charges. Ils participent régulièrement à des formations de mise à niveau. Ils respectent les règlements intérieurs des bénéficiaires.

Ils sont dotés de tenues de travail adéquates à l'exécution des prestations, afin d'assurer leur sécurité. Elle doit permettre de les identifier sur tout site d'un bénéficiaire.

En cas d'insatisfaction dûment justifiée d'un bénéficiaire de l'attitude ou du travail d'un personnel du titulaire, ce service peut exiger du titulaire son remplacement pour les interventions à venir.

9.3 Formes des notifications et informations

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les échanges se font par messagerie électronique ou via la plateforme des échanges PLACE permettant dans tous les cas de disposer d'accusés de réception.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître de l'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

L'accord-cadre à exécution à bons de commande.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est fixé dans l'ordre de service qui suit l'émission du bon de commande.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

9.4 Délais

9.4.1 Délais d'exécution des unités d'œuvre (UO) commandées

La date de début d'exécution et les délais d'exécution des unités d'œuvre commandées sont fixés par l'ordre de service notifié au titulaire après passation du bon de commande, Le titulaire est consulté par le maître de l'ouvrage préalablement à toute commande et fait connaître son accord écrit sur le délai d'exécution. Ce n'est qu'à réception de cet accord écrit que le maître d'ouvrage passe commande.

9.4.2 Délais d'exécution global de l'opération faisant l'objet d'un bon de commande

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution de l'opération. Le délai global d'exécution est fixé dans l'ordre de service succédant à l'émission du bon de commande.

9.4.3 Période de préparation des travaux

Le titulaire tient compte dans le cadre de sa mission d'une période de préparation des travaux d'une durée variable en fonction de la complexité de l'opération. Elle ne pourra être inférieure à 1 mois. La durée de la période de préparation est arrêtée par le maître d'œuvre ou par le titulaire du marché de conception – réalisation ou du MGP.

9.4.4 Délai global d'exécution des travaux d'une opération

Les délais propres à une opération sont précisés selon les modalités définies à l'article 11.4.4 ci-dessus.

La date de début des travaux est fixée par ordre de service adressé par le conducteur d'opération au maître d'œuvre. Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un nouvel ordre de service au maître d'œuvre.

9.4.5 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

En amont de la désignation du maître d'œuvre, le calendrier général est élaboré par le titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Le calendrier détaillé établi par le maître d'œuvre distingue, le cas échéant, les différents ouvrages. Il s'appuie sur les éléments précis communiqués par le maître d'œuvre ou par le titulaire du marché d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC). Le calendrier détaillé élaboré par le titulaire à partir de ces contributions est approuvé par le maître de l'ouvrage.

Au cours du chantier et après consultation du maître d'œuvre et/ou de l'OPC, le titulaire peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution de l'opération.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires des marchés de prestations intellectuelles (par le conducteur d'opération) et des marchés de travaux (par le maître d'œuvre).

En cas de recours, par le maître d'ouvrage, à un marché de conception – réalisation ou un MGP, le calendrier général est élaboré par le titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution. Le calendrier est validé par le maître d'ouvrage. Au cours du chantier et après validation du maître d'ouvrage et consultation des intervenants à l'opération (ex : OPC), le titulaire peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution. Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires des marchés de prestations intellectuelles (par le conducteur d'opération) et du titulaire du marché.

9.4.6 Prolongation du délai d'exécution

Les délais d'exécution des prestations de conducteur d'opération étant le cas échéant liés aux délais d'exécution des travaux, les prolongations de délais communément appliquées dans le cadre du CCAG Travaux sont repris ici.

Le maître de l'ouvrage et le conducteur d'opération prennent en considération les aléas climatiques qui peuvent générer un retard dans l'exécution du calendrier d'exécution de l'opération.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens du premier paragraphe de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, sera fixé dans les documents annexés au bon de commande .

En application du troisième paragraphe de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque l'exécution des travaux est entravée par l'un des phénomènes climatiques naturels (neige, gel, vent, pluie, canicule), les délais d'exécution sont prolongés.

La prolongation des délais d'exécution est équivalente au nombre de jours d'entrave provoqués par le phénomène naturel en cause.

La prolongation des délais d'exécution est subordonnée à une durée limite de 10 jours ouvrables annuels.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage, à un marché de conception – réalisation ou un MGP, les éventuelles prolongations de délais de la mission de conducteur d'opération seront fonction des prolongations envisagées dans les marchés globaux, sans pouvoir excéder 10 jours ouvrables annuels.

9.4.7 Clauses environnementales

Le titulaire doit utiliser des méthodes de réalisation des prestations correspondantes à des objectifs de développement durable, prendre en compte la diminution des rejets de CO₂, le recyclage des consommables ainsi que la formation des salariés aux exigences environnementales.

Il doit s'assurer, que les actions suivantes sont prises en compte par les titulaires des marchés de prestations intellectuelles, le maître d'œuvre et les entreprises de travaux :

- le recours à des énergies renouvelables
- l'utilisation de matériaux à faible empreinte environnementale comme des matériaux biosourcés ou géosourcés (ex : isolation en béton de chanvre, enduit en terre crue, bardages en bois,...)
- le recours à des matériaux issus du recyclage ou du réemploi (ex : isolation en ouate de cellulose, isolation avec du textile recyclé,...)
- l'action en faveur de la préservation et de reconquête de la biodiversité (ex : diagnostic écologique avant travaux, mise en place de gîtes à espèces, mise en place de toiture végétalisée...)
- l'amélioration passive du confort d'été (ex : protection des ouvertures, végétalisation,...)
- la gestion et traçabilité des déchets au cours de l'opération.

Les titulaires du présent accord-cadre remettront annuellement à la PFRA , un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) liées au transport du personnel mobilisé durant l'exécution du marché.

Les titulaires remettront tous les livrables visés par le CCTP de manière dématérialisée, via une plateforme Extranet sécurisée, le format papier (recyclé ou éco-labellisé, recto/verso...) devant être l'exception et à la demande express du maître d'ouvrage.

Le titulaire privilégiera les déplacements en transport en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz (GPL ou GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides conformes aux normes en vigueur.

Communication du BEGES et plan de transition associé du titulaire

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

9.4.8. Clause d'insertion sociale par l'économie

a. PRINCIPE

Le dispositif d'insertion par l'activité économique mis en place dans le cadre du présent accord-cadre, vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises.

Pour cet accord-cadre, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles ou sociales particulières. Les personnes concernées par cette action sont, en priorité, des demandeurs d'emploi de longue durée – plus d'un an ; allocataires du RSA, publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L 5212-13 du code du Travail, les bénéficiaires des minimas sociaux, jeunes de faible niveau de qualification et/ou n'ayant jamais travaillé en recherche d'emploi, des personnes de plus de 50 ans, les personnes relevant de l'insertion par l'activité économique définies dans l'article L-5132-4 du code du Travail, les participants des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi ...).

Il leur est réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution des accord-cadres, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Les heures d'insertion à réaliser sur la durée du marché sont : 105 H

Les heures seront effectuées sur les 4 ans du contrat s'il est fait application des 3 reconductions. A défaut, les heures à exécuter seront proratisées au nombre d'année du contrat.

Un bilan des prestations est réalisé tous les ans entre la PFRA et le titulaire afin d'étudier les possibilités de mise en œuvre de l'action d'insertion, en fonction des commandes réalisées. Ce bilan doit être transmis dans les deux mois qui suivent la date anniversaire du contrat.

A l'issue de chaque année d'exécution de l'accord-cadre, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé par le réseau des facilitateurs pour tenir compte de l'évolution des personnes en insertion et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent accord-cadre (notamment en cas d'embauche en contrat durable).

Option n°1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct de demandeurs d'emplois : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) après validation par les facilitateurs, des publics prioritaires de la clause d'insertion.

Option n°2 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et l'entreprise d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion.

Option n°3 : La mise à disposition de personnel

Le titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée de l'accord-cadre.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire (ETT) dans le cadre des dispositions de l'accord national professionnel du 7 septembre 2005, entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI).

Les titulaires peuvent opter pour l'une ou l'autre de ces formules. Ils ont, en outre, la possibilité de présenter une ou plusieurs variantes respectant le principe de base. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs, pour cela, l'entreprise doit désigner un tuteur qui sera chargé d'assurer une fonction de formateur.

b- L'ACCOMPAGNEMENT DE L'INSERTION

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire peut bénéficier d'un service spécifique d'accompagnement par l'organisme suivant qui joue le rôle de « facilitateur » des clauses sociales pour la région Bretagne :

Défis Emploi
1, rue Louis Pidoux
29000 BREST

Cette structure a pour missions :

- D'assister les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion
- De proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés
- De fournir la liste des opérateurs de l'insertion par l'économie concernés par les lots de l'accord-cadre.

b. MODALITÉS D'EXÉCUTION ET DE CONTRÔLE

Il est procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A cet effet, il produit au facilitateur chargé du suivi de son dossier tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action et complète l'annexe 1 du CCAP « Clause d'insertion sociale- rapport d'exécution annuel ».

En tout état de cause, le titulaire doit informer la plate-forme régionale des achats par mail avec notification de lecture, des difficultés qu'il rencontre pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur identifié étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave de l'entreprise à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions prévues au CCAG.

c. L'INSERTION A L'ISSUE DE L'ACCORD-CADRE

Pendant et à l'issue de l'accord-cadre, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent CCAP.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire de l'accord-cadre s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur les chantiers.

9.5 Modalités d'exécution des prestations

9.5.1 Suivi de l'exécution de l'accord-cadre

Le suivi de l'accord-cadre se fait en trois (3) étapes :

1. Réunion de lancement

L'acheteur réunit les titulaires du marché ainsi que bénéficiaires lors d'une réunion de lancement après la notification de l'accord-cadre.

2. Réunion des titulaires

L'acheteur organise au moins une réunion avec les titulaires durant la durée de l'accord-cadre.

Toutefois, si des défauts d'exécution récurrents sont constatés, le titulaire peut se voir convoquer par l'acheteur avant la fin de la première année d'exécution de l'accord-cadre.

3. Enquête de satisfaction et retour d'expérience

L'acheteur interroge les bénéficiaires au travers d'une enquête de satisfaction et demande un retour d'expérience aux titulaires. Cette analyse du déroulement de l'exécution de l'accord-cadre intervient deux (2) ans après la notification du marché. L'analyse peut être réitérée tous les ans.

9.5.2 Accès au site

En amont de la phase de désignation du maître d'œuvre ou d'autres intervenants, le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance du ou des sites sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution,

- collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier (notamment services municipaux, services des eaux gaz, électricité)

D'une manière générale, et sauf intervention urgente, le titulaire s'assure que le bénéficiaire est informé de son intervention, a minima, vingt-quatre heures (24h) ouvrées avant celle-ci. Le bénéficiaire est responsable de l'accessibilité de son site par le titulaire, notamment, le cas échéant, en dehors des heures ouvrées.

Le titulaire et son personnel sont soumis aux règles d'accès et de sécurité des sites des bénéficiaires. En cas de non-respect, le titulaire et les agents peuvent se voir refuser l'accès à un site par le bénéficiaire. La responsabilité de cette situation incombe alors au titulaire ; ce dernier ne peut ainsi prétendre à une quelconque indemnisation.

Le titulaire effectue auprès du bénéficiaire toutes les procédures de sécurité nécessaires – accès, habilitation, accréditation, etc. – pour permettre l'accès de ses agents aux sites.

Les bénéficiaires effectuent toutes les diligences nécessaires pour permettre aux titulaires de satisfaire à ces contraintes et d'exécuter leurs prestations dans de bonnes conditions.

Les spécifications sont données par les bénéficiaires dans les pièces annexées au bon de commande, notamment leurs conditions d'accès.

9.5.3 Constat d'état des lieux

Un état des lieux contradictoire est dressé en présence de représentants notamment du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre et du titulaire du marché de travaux ou marché de conception – réalisation ou du MGP, pour la mise à disposition gratuite des emprises où sont réalisés les travaux ainsi que celles destinées aux installations de chantier.

Ce constat contradictoire est notifié par le maître d'œuvre aux entreprises concernées. En l'absence de maître d'œuvre, il revient au conducteur d'opération, la notification de ce constat contradictoire, après validation du maître de l'ouvrage.

Le titulaire et/ou le maître d'œuvre ne peuvent se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultant :

- des mesures de sécurité lui incombant,
- de l'exploitation du domaine public et des services publics,
- de l'exécution simultanée d'autres travaux dès lors que ces derniers avaient été mentionnés dans les pièces annexe au bon de commande initial.

Le stationnement n'est toléré dans l'emprise du chantier que sur les zones aménagées à cet effet. Seul le stationnement des véhicules de travaux est autorisé, à l'exclusion de tout véhicule personnel. Aucun dégrèvement n'est accordé pour le stationnement dans les parcs de stationnement payants.

9.5.4 Confidentialité des données Erreur : source de la référence non trouvée

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents (ex : plans, notices, cahiers des charges...) et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du bénéficiaire, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants, mais aussi à l'ensemble des entreprises concourant à l'opération par des consignes claires.

Le bénéficiaire pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché spécifique aux torts du titulaire.

Lorsque le personnel du titulaire intervient sur des sites détenant des informations ou supports protégés, le titulaire s'engage, en outre à respecter les obligations suivantes : dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le marché est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables. En particulier, l'attention du titulaire est appelée sur les points suivants susceptibles d'entraîner des poursuites pénales :

- sur les articles 413-9 à 413-12 du code pénal et des dispositions de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.
- sur le fait que le titulaire, ses employés et sous-traitants, les entreprises de prestations intellectuelles, le maître d'œuvre et les entreprises de travaux n'ont pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale. Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte ou pour le compte de l'opération pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :
 - avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal.
 - qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

En outre, le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre au bénéficiaire la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée du bénéficiaire ou exigée de lui, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, est considéré comme une faute pouvant entraîner l'annulation du bon de commande pour faute du titulaire. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

9.5.5 Implantation des ouvrages

9.5.5.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître de l'ouvrage a confié au titulaire la réalisation de la déclaration de projet de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage-piquetage, d'écarts entre les récépissés de Déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informe avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique défini à l'article L554-2 du Code de l'environnement, dans un délai de dix jours ouvrés, qui s'applique au titulaire, à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse à cette DICT par un exploitant dans le délai fixé par l'article R554-25 du Code de l'Environnement, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception et l'exploitant a alors deux jours ouvrés pour répondre. A défaut de réponse de l'exploitant, le titulaire en informe le maître de l'ouvrage et, le cas échéant, le maître d'œuvre.

Le titulaire doit renouveler la DICT dans le délai et les conditions prévues à l'article R.554-25 du code de l'environnement.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT, les bordereaux d'envois des DICT et les récépissés obtenus avec les plans des réseaux.

9.5.5.2 Réalisation de travaux à proximité de réseaux

La localisation des réseaux relevant de la classe B, le titulaire est tenu de faire exécuter par le maître d'œuvre les opérations préalables de repérage des réseaux existants suivant l'une ou l'autre des deux options suivantes, en fonction du contexte de l'opération :

- réaliser les opérations de localisation des réseaux (OLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux. Ces mesures de localisation doivent être géo-référencées. Les points géo-référencés sont exprimés en x y et z dans le système de référence légal en vigueur. Les OLR sont réalisées contre rémunération.
- utiliser les techniques dites « douces » mentionnées au guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux.

9.5.5.3 Piquetage général

L'opération ne comprend pas de piquetage.

9.5.5.4 Ouvrages non repérés

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire s'assure que le maître d'œuvre ou le groupement, en cas de marché de conception – réalisation ou de MGP, prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Il prévient le maître de l'ouvrage et se met en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau.

Le maître d'ouvrage peut ajourner les travaux et indemnise le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

9.5.6 Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

9.5.6.1 Provenance des matériaux et produits

Sur demande du maître de l'ouvrage, le titulaire donne des orientations au maître d'œuvre ou le groupement, en cas de marché de conception – réalisation ou de MGP, pour fixer la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le titulaire exige du maître d'œuvre ou le groupement, en cas de marché de conception – réalisation ou de MGP, qu'il s'assure, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par les titulaires des marchés de travaux et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, toute demande formulée par le groupement et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au conducteur d'opération avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause d'équivalence est invoquée sans respecter le délai de 1 mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

9.5.6.2 Caractéristiques – qualité – vérification – essais et épreuves des matériaux et produits

Le titulaire demande au maître d'œuvre de définir les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et, le cas échéant, au CCTG concernant :

- les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;

La liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières des titulaires des marchés de travaux, ou de leurs sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP des marchés de travaux (élaboré par le maître d'œuvre) précise les essais et vérifications dont les entreprises de travaux sont chargées au titre de l'auto-contrôle.

Le titulaire peut demander au maître d'œuvre, après accord du maître de l'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par les marchés de travaux.

Ces essais et vérifications effectués par un tiers sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, si les essais que le titulaire, le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage ordonne à un tiers aux titulaires (du ou des marchés de travaux concerné-s) révèlent une non-conformité ou une malfaçon, ces derniers seront à sa (leur) charge.

9.5.7 Appareils de mesure

Le titulaire fait son affaire des appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations. Il peut déléguer cette prestation au maître d'œuvre.

Le titulaire veille à ce que ces appareils soient maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et font l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

9.5.8 Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est fixé dans l'ordre de service qui suit l'émission du bon de commande.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro et la date d'émission du bon de commande (correspondant, pour les services de l'Etat, au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- le numéro et le nom de l'accord-cadre
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le montant prévisionnel correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant prévisionnel total (HT et TTC) du bon de commande
- le délai d'exécution de la prestation
- les lieux d'exécution des prestations

Les bons de commande précisent également :

- les horaires d'ouverture du site où est prévue l'opération de travaux,
- d'une manière générale, tout élément utile permettant de caractériser l'opération, ses contraintes, sujétions (ex : phasage des travaux, contraintes liées à des zones occupées, réceptions partielles...), son délai d'exécution, l'existence d'une phase de préparation des travaux et sa durée.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution pourra dépasser le terme de l'accord-cadre jusqu'à la réalisation complète de l'opération immobilière concernée par le bon de commande.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

9.6 Préparation – coordination et exécution des travaux

9.6.1 Période de préparation – programme d'exécution des travaux

9.6.1.1 Période de préparation

Le maître d'œuvre a préalablement notifié les marchés de travaux.

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le titulaire :

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en vue de sa transmission au maître de l'ouvrage ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier ;

Par le maître d'œuvre :

- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en cas d'EXE confiée au maître d'œuvre ;
- les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le(s) titulaire(s) du (des) marché(s) de travaux ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux, en particulier au regard de leur qualité, de leur durabilité et de leurs caractéristiques environnementales ;

- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;

Par les entreprises de travaux :

- la remise des documents administratifs prévus au titre de l'opération ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux précisées par le présent document ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre (mission OPC) du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
- le cas échéant, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant ;
- le cas échéant, les documents relatifs aux opérations de localisation des réseaux mentionnées à l'article « implantation des ouvrages » du présent document ;

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG-Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'œuvre. Le titulaire formule ses observations éventuelles au maître d'œuvre avant tout début du chantier.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP :

Par le titulaire :

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en vue de sa transmission au maître de l'ouvrage ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier ;
- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en cas d'EXE ;
- les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le titulaire du marché global ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux, en particulier au regard de leur qualité, de leur durabilité et de leurs caractéristiques environnementales ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires
- le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;

Par le titulaire du marché global :

- la remise des documents administratifs prévus au titre de l'opération ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du conducteur d'opération du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits ;
- l'établissement et présentation au visa du conducteur d'opération des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux
- l'établissement et présentation au visa du conducteur d'opération de l'OPC, s'il y a du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
- le cas échéant, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant ;
- le cas échéant, les documents relatifs aux opérations de localisation des réseaux mentionnées à l'article « implantation des ouvrages » du présent document ;

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du conducteur d'opération. Le titulaire formule ses observations éventuelles au groupement avant tout début du chantier.

9.6.1.2 Organisation – Hygiène et sécurité du chantier

Les dispositions suivantes peuvent, le cas échéant, être complétées avec les exigences relatives à l'ouverture du chantier considéré.

Un Procès-Verbal d'Ouverture de Chantier (PVOC) est établi pendant la période de préparation du chantier par le maître d'œuvre. Ce PVOC sera mentionné dans le compte-rendu de chantier ainsi que dans le Registre Journal tenu par le coordonnateur SPS s'il y en a un.

Il est nécessairement antérieur au début des travaux et est établi avec la présence obligatoire :

- du maître de l'ouvrage et du titulaire
- du Coordonnateur de Sécurité et de Santé (phase réalisation),
- de la maîtrise d'œuvre
- des entreprises de travaux

En cas de recours, par le maître d'ouvrage, à un marché de conception – réalisation ou MGP :

- du maître de l'ouvrage et du titulaire
- du Coordonnateur de Sécurité et de Santé (phase réalisation),
- du groupement d'entreprises.

Et, le cas échéant :

- de l'OPC
- du Contrôleur Technique
- etc.

Ce PVOC fait office d'état des lieux contradictoire au sens de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Le titulaire s'engage à faire respecter par le coordinateur SPS les principes généraux de prévention définis par les articles L.235-1 et suivants du code du travail

Les entreprises de travaux sont chargées :

- de désigner un interlocuteur au coordonnateur SPS ;
- d'informer le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et à lui indiquer leur objet ;
- de donner suite pendant la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis, par le titulaire, au maître de l'ouvrage, il en informe également et de façon concomitante, le maître d'œuvre ;
- de viser à la demande du coordonnateur SPS, toutes les observations consignées au registre du journal ;
- d'accompagner le coordonnateur SPS sur le site lors de la visite préalable à la rédaction du PPSPS
- de demander à leurs sous-traitants qu'ils communiquent, au coordonnateur SPS, un PPSPS, à défaut, ils ne pourront intervenir sur le chantier.

Le chantier est soumis aux dispositions du décret n°95-543 du 4 mai 1995.

Le cas échéant, les entreprises sont tenues de participer aux réunions du collège inter-entreprises de sécurité, de santé et de conditions de travail (CISSCT) qui sera constitué, au plus tard, 21 jours avant le début des travaux conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, le titulaire fournit le nom de ses deux représentants pour la participation au-dit CISSCT.

9.6.2 Exécution des travaux

9.6.2.1 Tâches essentielles

En cas de groupement d'opérateurs économiques (titulaire du présent accord-cadre), le co-traitant peut exécuter une ou plusieurs des tâches essentielles suivantes (mais non la totalité de ces tâches) :

- Missions habituelles relevant de la conduite d'opérations (assistance générale à caractère administratif, financier et technique aux différents stades d'une opération immobilière, du programme au parfait achèvement des travaux),
- Passation de marchés publics de prestations intellectuelles (AMO et maître d'œuvre),
- Suivi d'exécution de ces marchés publics,
- Constatation du service fait, analyse des pièces produites par les entreprises (ex : devis, projet de décompte, facture...) et intervention, le cas échéant, sur des pièces de liquidation de la dépense (état d'acompte...) dont l'établissement relève de la mission du maître d'œuvre,
- Suivi de la performance environnementale et énergétique de l'opération.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord du maître de l'ouvrage.

9.6.2.2 Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixées par le maître d'œuvre.

Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixées par le conducteur d'opération. Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

9.6.2.3 Registre de chantier

Il est prévu un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, le registre de chantier est établi par le groupement, titulaire du marché, le conducteur d'opération s'assure de sa bonne tenue.

9.6.3 Travaux non prévus

a) Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs sont réglés aux titulaires des marchés de travaux conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux. On distingue les modifications fonctionnelles exigées par le maître de l'ouvrage et les aléas techniques qui résultent d'un événement d'un caractère imprévisible. Ces travaux modificatifs se retrouvent dans les projets de décompte et état d'acompte examinés par le conducteur d'opération et le maître d'œuvre.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, le conducteur d'opération examine les demandes de travaux complémentaires sollicitées par le groupement et soumet pour validation au maître de l'ouvrage.

b) Dépassement du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur (maître de l'ouvrage) ou à la conclusion d'un avenant, sachant que la décision de poursuivre ou la conclusion d'un avenant sont préparées par le conducteur d'opération.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur (maître de l'ouvrage) ou à la conclusion d'un avenant, sachant que la décision de poursuivre ou la conclusion d'un avenant sont préparées par le conducteur d'opération.

9.6.4 Plan d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails

A réception du bon de commande correspondant, l'élément de mission EXE est confié par le titulaire, agissant pour le compte du maître d'ouvrage, au maître d'œuvre. Les plans, notes et études sont soumis au VISA du maître d'œuvre.

Les titulaires des marchés de travaux fournissent au maître d'œuvre les plans d'atelier et de chantier (PAC) relatifs :

- aux méthodes de réalisation;
- aux ouvrages provisoires;
- aux moyens de chantier.

9.6.5 Équipements, matériaux et produits

9.6.5.1 Fournis par le maître de l'ouvrage

Dans le cas où des équipements, matériaux et produits sont fournis par le maître d'ouvrage, alors mention en est faite dans les documents annexés au bon de commande.

9.6.5.2 Fournis par les entreprises titulaires des marchés de travaux

Le titulaire s'assure que les choix du maître d'œuvre concernant les équipements, matériaux et produits proposés par les entreprises des marchés de travaux sont conformes aux exigences (qualité, durabilité, critères environnementaux et énergétiques des produits) du maître de l'ouvrage avant leur mise en œuvre. Des échantillons peuvent être entreposés dans un local fixé par le maître d'œuvre. Lorsque les pièces contractuelles des marchés de travaux prévoient des essais destructifs sur certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu...), les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

9.6.6 Livrables et propriété intellectuelle

Les livrables rédigés par le titulaire dans le cadre des prestations qui lui ont été confiées demeurent la propriété de l'Etat.

9.7 Réception des prestations (unités d'œuvre) réalisées par le titulaire

La **réception** est la décision, prise après vérifications, par laquelle le maître de l'ouvrage reconnaît la conformité des prestations du titulaire aux stipulations de l'accord-cadre. La décision de réception vaut attestation de service fait. Elle est notifiée par ordre de service au titulaire ou toute autre forme écrite (ex : PV de réception), après validation des livrables par le maître de l'ouvrage.

Elle permet ainsi l'ordonnancement de la dépense et le règlement des prestations au titulaire. Pour chaque unité d'œuvre (UO) de l'accord-cadre, le CCTP énonce les livrables attendus permettant de prononcer le service fait.

La réception des prestations se fait conformément aux articles 27 et 28 du CCAG PI.

9.8 Contrôles et réception des travaux

9.8.1 Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques des marchés de travaux, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le(s) titulaire(s) du(des) marché(s) de travaux et le maître d'œuvre ou son représentant.

9.8.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le conducteur d'opérations s'assure que les stipulations ci-dessous relatives aux marchés de travaux ou au marché global, soient mises en œuvre par les entreprises, sous la supervision du maître d'œuvre ou sous sa supervision, en cas de marché de conception – réalisation ou de MGP.

Au terme des travaux le titulaire du (des) marché(s) de travaux, globaux doit :

- procéder à l'évacuation de ses (leurs) déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées ;

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

9.8.3 Réception des travaux

Les conditions relatives au phasage des travaux (cas notamment des emprises occupées), à la réception et à la prise de possession (le cas échéant anticipée des locaux) sont définies en annexe au bon de commande.

La réception des travaux se fait conformément à l'article 41 du CCAG – Travaux.

Des réceptions partielles de travaux peuvent être prononcées pour des parties d'ouvrage et/ou des tranches de travaux concernées, conformément à l'article 42 du CCAG Travaux. Ces éléments sont précisés dans le cadre des ordres de service notifiés au titulaire.

9.8.4 Documents fournis après exécution par les entreprises de travaux

Les documents remis par les entreprises de travaux au maître d'œuvre, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux et peuvent être précisés soit dans les pièces annexes au bon de commande.

Les documents devront être remis par les entreprises au titulaire dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG- Travaux.

Ces documents sont présentés en **3** exemplaires et reproductibles, dont un dématérialisé.

Le conducteur d'opération confie le soin au maître d'œuvre de rassembler ces éléments.

Le titulaire est chargé, au titre de l'UO COP 7 (cf CCTP), lors de la phase de remise des ouvrages aux utilisateurs, de communiquer ces dossiers au représentant du maître de l'ouvrage.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, les documents à fournir après exécution par le groupement figurent dans le CCTP. Des compléments peuvent être apportés dans les pièces contractuelles du marché subséquent.

Ces documents sont présentés en **3** exemplaires et reproductibles, dont un dématérialisé. Le conducteur d'opération se charge de récupérer les documents.

9.9 Traitement de données à caractère personnel

Le titulaire apporte au bénéficiaire les garanties nécessaires et suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement général de protection des données à caractère personnel (RGPD) garantissant la protection des droits des personnes concernées. Il est entendu que les stipulations qui suivent doivent être justement proportionnées.

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur notamment le RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés. Cela s'applique au bénéficiaire et au sous-traitant le cas échéant.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent marché public s'engage(nt) à effectuer pour le compte du bénéficiaire les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du bénéficiaire, les données à caractère personnel nécessaires pour réaliser la conduite d'une opération de travaux.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondant à la durée de l'opération considérée.

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes :

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes : identité (nom, prénom, numéro de téléphone, adresse électronique) des représentants du bénéficiaire, de la maîtrise d'ouvrage, des différentes entreprises concourant à la réalisation de l'opération (AMO, Maître d'œuvre, entreprises de travaux) et leurs sous-traitants.

Mise en œuvre du traitement :

- Obligations du titulaire vis-à-vis du bénéficiaire

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du présent accord-cadre ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du maître de l'ouvrage figurant en annexe au bon de commande initial. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le bénéficiaire ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le bénéficiaire de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit la PFRA. Cette déclaration de sous-traitance (DC4) doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si la PFRA n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de le bénéficiaire, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché public pour le compte et selon les instructions du bénéficiaire. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le bénéficiaire de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations. Le titulaire informe préalablement et par écrit le bénéficiaire de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants

- Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au bénéficiaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide le bénéficiaire à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

- Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au bénéficiaire toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance et par voie écrite (électronique). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au bénéficiaire, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit du bénéficiaire, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte du bénéficiaire, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit du bénéficiaire, le titulaire communique, au nom et pour le compte du bénéficiaire, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

- Aide du titulaire dans le cadre du respect par le bénéficiaire de ses obligations

Le titulaire aide le bénéficiaire :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition du bénéficiaire la documentation nécessaire pour démontrer le respect de

toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le bénéficiaire ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

- Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité prévues par code de conduite, le cas échéant, certification.

- Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, le bénéficiaire informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. Le bénéficiaire peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- renvoyer toutes les données à caractère personnel au bénéficiaire ou au tiers désigné par le bénéficiaire

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

- Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au bénéficiaire dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

- Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte du bénéficiaire comprenant :

1. le nom et les coordonnées du bénéficiaire pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte du bénéficiaire ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

9.10 Obligations administratives en cours d'exécution

Le titulaire s'assure du fait que le maître d'œuvre demande aux entreprises de travaux de mettre à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le maître d'œuvre **sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement**, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER

10.1 Répartition des paiements

Les prestations à bons de commande de l'accord-cadre donnent lieu à facturation selon les modalités suivantes :

La demande de paiement est adressée au bénéficiaire après la décision de réception.

Le bénéficiaire arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

Les prestations ne font pas l'objet d'un règlement partiel définitif.

10.2 Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

10.3 Modalités de facturation

- Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par le bénéficiaire.
- Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.
- Les factures comprennent les mentions suivantes :
 - la date d'émission de la facture ;
 - la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture;
 - le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
 - la référence du marché (numéro d'engagement juridique ou référence équivalente pour les établissements publics)
 - la référence du bon de commande
 - le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - la date de livraison effective d'exécution des services ;
 - la dénomination précise des prestations réalisées et la référence de l'unité (des unités) d'œuvre correspondante(s)
 - le prix forfaitaire hors taxes des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu,
 - le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer
 - le cas échéant, le numéro de l'ordre de service
 - le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG PI.

10.4 Modalités de transmission des factures

La transmission des factures s'effectue obligatoirement par voie dématérialisée.

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet <https://chorus-pro.gouv.fr> pour :

- 🕒 Déposer ses factures sur le portail;
- 🕒 Saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le site internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> rubrique "Nous contacter".

Pour enregistrer sa facture sur le site, le titulaire doit impérativement renseigner les deux informations suivantes :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) CHORUS figurant sur le bon de commande ;
- LE NUMÉRO DU SERVICE EXÉCUTANT (SE)

10.5 Monnaie et TVA

10.5.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur

10.6 Forme et contenu des prix

Les prix (montants forfaitaires valables par tranches financières d'opération et par type d'opération) figurent dans document annexé à l'acte d'engagement (annexes financières). Tout montant figurant dans ces annexes est un montant hors taxe et en euros.

Les prix s'entendent toutes taxes comprises, frais de reprographie, de transport, de livraison, d'études et tout autre frais accessoire nécessaire à la bonne exécution des missions confiées au titulaire, au lieu indiqué par le représentant du maître de l'ouvrage.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de **XXX €HT** pour sa durée totale, reconductions comprises. .

Les prix de l'accord-cadre sont forfaitaires. Ils constituent l'élément contractuel de rémunération du conducteur d'opération.

10.7 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres (Mois Mo).

Le coefficient concernant les opérations sur monuments classés est invariable sur la durée totale de l'accord-cadre.

Les prix sont révisés annuellement pour une date anniversaire de l'accord-cadre (année n) selon la formule suivante :

$$Prev = Po \times [0,20 + 0,80 (INGn / ING0)]$$

Dans laquelle :

Pn = le nouveau prix

P0 = le prix initial (établis au mois M0)

INGn = Valeur du dernier indice ING publié et définitif sur le site de l'INSEE, 3 mois avant la date de révision.

ING0 = Valeur de l'indice ING du mois de remise des plis (mois zéro).

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur.

La PFRA soumettra à la validation des titulaires de l'accord-cadre le calcul de la révision dans le courant du mois précédant la date de révision concernée. Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

10.8 Clause de réexamen des prix initiaux

Dans les cas limitativement énumérés ci-dessous, des modifications nécessaires à la bonne exécution des prestations pourront intervenir :

- Pour des prestations supplémentaires sollicitées par le maître d'ouvrage et devenues nécessaires ;
- Pour des modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues.

Si ces modifications n'ont pas d'incidence financière mais entraînent un décalage de calendrier, le maître d'ouvrage prononcera, par voie d'ordre de service, une décision de poursuivre la mission.

Si ces modifications ont une incidence financière, sur demande du maître d'ouvrage, le titulaire propose un devis détaillé des prestations complémentaires. Les prix pourront être forfaitaires, unitaires ou mixtes. Sauf justifications contraires, ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, conformément à l'annexe financière « décomposition des prix », aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

A compter de la réception (par courriel ou courrier) du devis détaillé des prestations, le maître d'ouvrage a 10 jours pour accepter la proposition. A défaut d'accord amiable entre les parties, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de commander les prestations à un tiers.

10.9 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

10.9.1 Avances

Dans le cas où le titulaire n'a pas renoncé au versement de l'avance, celle-ci sera versée indépendamment du montant du bon de commande (BdC) et de la durée d'exécution de celui-ci.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % si le titulaire ou le sous-traitant est une petite et moyenne entreprise.

Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-7 et suivants du code de la commande publique.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions du présent article sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Le début du remboursement de l'avance est effectué quand le montant des prestations exécutées par le titulaire s'élève à 65 % du montant TTC du bon de commande. Le remboursement s'échelonne jusqu'à la fin de la prestation.

Ce taux est calculé selon les modalités des articles R.2191-16 et suivants.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande.

10.9.2 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à un mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R2191-21 à 23 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

10.10 Délais de paiement et Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance : Mission de conduite d'opération proprement dite. Ainsi la mission de conduite opérationnelle du projet (maîtrise des coûts, qualité et délai) ne peut être sous-traitée (unités d'œuvre UO COP 2 à COP 7, décrites au CCTP). En revanche, des prestations liées à maîtrise opérationnelle de la commande publique (rédaction et passation des marchés suivant les règles du code de la commande publique) peuvent être sous-traitées, sous réserve du principe selon lequel les prestations juridiques d'un marché ne peuvent être délivrées que par des professionnels qualifiés intervenant en qualité de co-traitants et non de sous-traitants.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître de l'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître de l'ouvrage (La PFRA) doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du pouvoir adjudicateur. Les dispositions du CCAG-PI sont applicables. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une délégation de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 à R.2193-22 du code de la commande publique.

ARTICLE 12 - PRIMES ET PENALITES

12.1 Primes

Sans objet.

12.2 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

12.2.1 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de **500 €**.

12.2.2 Pénalités de retard liées à la remise des documents

En cas de retard constaté par le maître de l'ouvrage dans la remise de documents dans le cadre de l'exercice de sa missions, le titulaire encourt une pénalité de **100 euros** par jour calendaire de retard.

12.2.3 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **120 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le bénéficiaire.

12.2.4 Défaut de restitution des cartes d'accès

Pour les bénéficiaires qui prévoient la nécessité d'une carte d'accès à leur site, le défaut de restitution de carte d'accès par le titulaire dans le délai prévu ou, à défaut, en fin de marché, le soumet à une pénalité forfaitaire de **200 €** par carte non remise.

12.2.5 Autres pénalités

Pénalité(s) pour sanctionner le retard de transmission des attestations d'assurance

En cas de retard de production des attestations d'assurance au maître de l'ouvrage dès la 1^{ère} réunion de chantier, il sera appliqué une **pénalité de 100 €/jour** jusqu'à la production des pièces.

12.2.6 Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 10 % de la valeur des prestations faisant l'objet du bon de commande.

ARTICLE 13 - GARANTIES

13.1 Cession de créances et nantissement

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il n'est pas possible de céder ou de nantir des créances sur des prestations sous-traitées.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

13.2 Garantie de parfaitement achèvement et garanties particulières

13.2.1 Garantie de parfait achèvement

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le titulaire participe à cette visite qui se tient en présence du représentant du maître de l'ouvrage.

En cas de recours, par le maître d'ouvrage à un marché de conception – réalisation ou MGP, le conducteur d'opération procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

13.3 Responsabilité et assurances

13.3.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre et en dérogation à l'article 30 du CCAG PI, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

13.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

13.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 2 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

13.3.4 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Le titulaire justifie au maître d'ouvrage tous les 6 mois qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Tous les ans, le titulaire remet à l'acheteur ses attestations annuelles.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution de l'accord-cadre peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation de l'accord-cadre par l'acheteur.

ARTICLE 14 - OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

ARTICLE 15 - OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur ou au représentant du maître de l'ouvrage (suivant le cas) tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

ARTICLE 16 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

16.1 Résiliation aux frais et risques du titulaire

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre VII , article 27 du CCAG-PI

16.2 Résiliation des lots de l'accord-cadre

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-PI, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier un ou des lot(s) de l'accord-cadre pour les motifs et selon les formalités ci-dessous :

- en cas de survenances répétées d'anomalies, de manquements ne répondant pas aux normes et exigences en la matière, ou de retards, le pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre en avisera le titulaire, par tout moyen utile, et le mettra en demeure de remédier dans un délai raisonnable au(x) problème(s) constaté(s). À défaut, le lot sera résilié à ses torts, sans droit à indemnisation. Le pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre se réserve en outre la possibilité d'intenter toute action à son encontre.
- après signature du marché, en cas d'inexactitude ou d'absence des documents et des renseignements obligatoires prévus par le code du travail, ainsi que le code de la commande publique.
- en l'absence d'attestation d'assurance à jour.

16.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-PI, sous réserve que la personne publique ait mis en demeure le titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de sa réception.

À défaut de réponse ou d'une réponse satisfaisante de la part du titulaire, le service bénéficiaire se réserve la possibilité de faire exécuter tout ou partie de la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 17 - DIFFERENDS ET LITIGES

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces contrats.

En cas de différent avec la PFRA et/ou le service bénéficiaire, vous avez la possibilité de saisir le médiateur interne Relations Fournisseurs et Achats responsables (RFAR) par mail à l'adresse suivante : mediation-pfra@bretagne.gouv.fr.

Les contentieux nés de l'attribution ou de l'exécution du marché relèvent du tribunal administratif de Rennes : <http://rennes.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 18 - DÉROGATIONS AUX CCAG PI

L'article 9.5.6.2 du CCAP déroge à l'article 24.7 du CCAG PI

L'article 9.6.1.1 déroge à l'article 28.2.2 du CCAG PI

L'article 12.2 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG PI

ARTICLE 19 - ANNEXES

Annexe 1 : Liste des établissements publics adhérents à l'accord-cadre